

Il y a quelques mois, on estimait que sur un total possible de 700 environ, 500 ententes particulières de troc avaient été conclues entre deux pays du groupe des nations qui ne font pas partie de la zone du dollar. C'est là près des trois quarts du commerce où le dollar n'intervient pas. Le commerce, exclusion faite des échanges réalisés sous le régime de l'aide Marshall, s'est donc fait par troc. C'est une situation intolérable pour nous. Notre pays s'est édifié grâce au commerce d'exportation libre, mais ce commerce était plurilatéral. Grâce à nos efforts, nous avons créé un commerce d'exportation qui est le plus important du monde, compte tenu de notre population. Il n'est pas un pays au monde qui soit asservi plus que nous au commerce extérieur. Nous en dépendons et, dans la situation actuelle, nous sommes plus vulnérables que le Royaume-Uni ou les États-Unis. Les Canadiens en général ne semblent pas se rendre compte de ce fait.

Si notre commerce d'exportation nous fait défaut, si nous ne pouvons exporter les produits de nos mines, de nos forêts, de nos fermes et de nos industries manufacturières, l'économie du Canada s'immobilisera. Telle est la situation. Il y avait deux solutions à ce problème. Il y avait celle pour laquelle le Gouvernement vient d'opter. Je vous rappellerai, monsieur l'Orateur, combien on nous a ridiculisés et dénigrés, mon chef et moi, lorsque, comme une des normes aptes à redonner sa stabilité à notre monnaie, nous avons proposé la dévalorisation de 10 p. 100 qu'on vient de mettre en vigueur. On a prétendu que cette mesure était un palliatif inutile, qu'elle ne guérirait aucun des maux qui affligent notre pays. Il y a quinze minutes, le Gouvernement a adopté ce palliatif inutile, et il est bien inutile en ce moment, monsieur l'Orateur, car il ne fera disparaître aucun des malaises dont nous souffrons.

Quelle est aujourd'hui la situation? Notre dollar vaut 90c. en numéraire des États-Unis. Nos clients auront à se procurer non pas 100c. en monnaie ferme mais bien 90c. Cependant, tout pays dépourvu de monnaie ferme éprouvera autant de difficulté à se procurer 90c. en cette monnaie que 100c. de cette même monnaie. Notre économie commerciale est donc toujours dans une impasse.

Au cours de la dernière session, nous avons préconisé l'abolition des mesures de réglementation du change. Nous nous sommes rendu compte, monsieur l'Orateur, que notre adhésion aux accords de Bretton-Woods et notre qualité de membre du Fonds monétaire international exigeaient par traité que nous présentions nos points de vue à cet organisme avant de prendre des mesures. J'en conviens

parfaitement. A tort ou à raison nous avons signé un traité et nous devons faire honneur à notre signature. Cependant, nous aurions pu prendre des moyens pour triompher des difficultés qui nous assaillaient peu à peu, et je dis qu'elles nous assaillaient beaucoup plus que l'un ou l'autre des deux pays associés de langue anglaise. Nous risquions de souffrir. Nous étions un petit pays coincé entre les deux grands empires commerçants. Non seulement étions-nous le petit pays, mais notre productivité et notre commerce d'exportation étaient énormes. Et pourtant nous avons demandé l'impossible en exigeant paiement en devises ou en or que l'autre membre de l'union, notre principal client, ne pouvait se procurer. S'il fut jamais un temps où les hommes d'État canadiens ont eu le devoir sacré de tenter par tous les moyens de sortir de cette impasse monétaire, c'est bien maintenant. Il s'agit ici uniquement de régie monétaire. Nous avons les denrées dont le monde a besoin et nous pouvons produire à des prix qui peuvent soutenir la concurrence. Nous avons les vivres, le bois, les bas métaux, ainsi qu'une industrie manufacturière qui a pris beaucoup d'expansion et peut rivaliser avec celle de n'importe quel pays.

Il ne nous manquait que des jetons appropriés pour prendre part au jeu. Néanmoins, en 1946, et encore en 1947, en 1948 et en 1949, le Gouvernement nous a dit: "La partie se joue; il nous faut y prendre part mais nous ne chercherons pas à obtenir les jetons qu'il nous faut." Nous sommes restés liés au dollar américain que nous avions de plus en plus de difficulté à nous procurer.

L'Europe a bien réussi à rétablir son économie. En même temps cependant, elle a pu pénétrer sur les marchés du monde à ce point qu'au lieu d'être pour le Canada un important débouché elle est devenue un concurrent. Les unes après les autres, des industries que nos règlements sur le change avaient écarté des marchés, constatent maintenant qu'elles ont non seulement perdu du terrain mais que les pays qui étaient jadis pour elles des débouchés sont devenus d'actifs concurrents.

Nous ne pourrions sortir de cette impasse tant que nous n'aurons pas de devise convertible. Toute tentative de la part de l'État de fixer la valeur de quelque devise que ce soit est vouée à un échec. Cela peut durer même quelques années mais, à moins que le monde accepte librement et ouvertement notre monnaie au montant auquel il peut l'acheter, la valeur que nous lui donnons n'a aucun sens réel ou valide. C'est à quoi ont abouti toutes les tentatives faites à travers les siècles en vue de régir les devises. Elles ont réussi quelque temps. Nous espérons sincèrement que la décision courageuse que